

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE DE POLYNESIE

S.A. au capital de 1 380 000 000 XPF
R.C.S. Papeete : 72 44 B - LBOM N° 8
Siège social : Boulevard Pomaré - Papeete (Tahiti)

I. — Bilans au 31 décembre 2017 et 2016.

(En milliers de XPF.)

Actif	Notes	2017	2016
Caisse, banques centrales, IEOM, CCP	Note 2	16 302 065	29 959 445
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les Établissements de crédit	Note 2	28 883 580	20 066 087
Opérations avec la clientèle	Note 3	87 684 757	86 676 647
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	Note 4	728 220	716 345
Part dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Immobilisation incorporelles	Note 16	394 193	403 265
Immobilisations corporelles	Note 16	1 054 183	1 008 996
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	Note 7	782 039	637 541
Comptes de régularisation	Note 7	289 984	574 315
Total de l'actif		136 119 021	140 042 641

Passif	Notes	2017	2016
Banques centrales, IEOM, CCP		672	1 850
Dettes envers les Établissements de crédit	Note 2	2 975 362	9 082 509
Opérations avec la clientèle	Note 3	119 008 672	118 730 433
Dettes représentées par un titre	Note 3		
Autres passifs	Note 7	1 174 344	734 013
Comptes de régularisation	Note 7	1 947 484	1 448 466
Provisions pour risques et charges	Note 5	1 116 654	751 476
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	Note 5	2 150 000	2 150 000
Capitaux propres hors FRBG	Note 6	7 745 833	7 143 894
Capital souscrit		1 380 000	1 380 000
Prime d'émission		1 347 273	1 347 273
Réserves		1 538 000	1 538 000
Écarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subv. D'investissement	Note 5	358 963	341 665
Report à nouveau (+/-)		1 602 972	1 602 738
Résultat de l'exercice (+/-)		1 518 625	934 218
Total du passif		136 119 021	140 042 641

Hors-bilan	Note 8	2017	2016
Engagements donnés :			
Engagements de financement		15 069 349	13 280 030
Engagements de garantie		15 606 558	13 826 396
Engagements sur titres		0	0
Engagements reçus :			
Engagements de financement		0	11 933 174
Engagements de garantie		17 928 141	16 196 360
Engagements sur titres			

**II. — Comptes de résultats publiables
au 31 décembre 2017 et 31 décembre 2016.**

(En milliers de XPF)	Notes	Exercice 2017	Exercice 2016
+ Intérêts et produits assimilés	Note 9	3 832 467	3 653 640
– Intérêts et charges assimilées	Note 9	-637 185	-752 703
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées			
– Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées			
+ Produits sur opérations de location simple			
– Charges sur opérations de location simple			
+ Revenus des titres à revenu variable	Note 10	15 651	11 024
+ Commissions (produits)	Note 10	2 803 056	2 776 999
– Commissions (charges)	Note 10	-617 551	-599 781
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	Note 10	342 093	343 107
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+ Autres produits d'exploitation bancaire	Note 11	105 079	99 177
– Autres charges d'exploitation bancaire	Note 11	-78 842	-78 019
Produit net bancaire		5 764 768	5 453 444
– Charges générales d'exploitation	Note 12	-3 806 867	-3 633 979
– Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	Note 16	-182 575	-177 848
Résultat brut d'exploitation		1 775 326	1 641 617
+/- Coût du risque	Note 13	785 748	-242 512
Résultat d'exploitation		2 561 074	1 399 105
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	Note 16	199	78 667
Résultat courant avant impôt		2 561 273	1 477 772
+/- Résultat exceptionnel	Note 14	-41 707	31 184
Impôt sur les bénéfices	Note 15	-983 643	-574 760
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	Note 13	-17 298	22
Résultat net		1 518 625	934 218

III. — Annexe aux comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

Conformément à l'article 3 du Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, la Banque de Polynésie publie ci-après son annexe aux comptes annuels relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2017.

L'objet de ce document est de fournir les informations d'importance significative permettant d'avoir une juste appréciation du patrimoine, de la situation comptable et financière de l'établissement, des risques assujettis qu'il assume et des résultats.

Les points abordés sont les suivants :

I. Préambule : Présentation du cadre réglementaire et fiscal dans lesquels s'exerce l'activité de banque en Polynésie Française.

II. Note n° 1 – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes annuels. Énumération des changements de méthode significatifs

III. Notes annexes supplémentaires : Informations sur les comptes et méthodes de calculs utilisées:

1. Postes du bilan

2. Postes du Hors bilan

3. Postes du résultat

IV. Autres informations.

I. – Préambule.

Cadre réglementaire et fiscal.

L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (anciennement Commission Bancaire), appuyée au plan local par l'Institut d'Émission d'Outre-mer, exerce son contrôle sur nos activités. Nous sommes tenus de présenter à ces organismes nos situations comptables périodiques.

A. Rapport de division des risques. — La définition de ce dernier est la suivante :

a) Tout client dont l'encours d'engagements pondérés en nos livres dépasse 10 % des fonds propres nets de notre établissement constitue un grand risque. Le total des encours individuels d'engagements ainsi relevé ne doit pas dépasser l'octuple de nos fonds propres.

b) Tout engagement individuel ne doit pas dépasser 25 % de nos fonds propres nets.

c) Nous répondons aux critères de contrôle exclusif de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. Cette appartenance à un groupe bancaire nous permet de dépasser ce plafond de 25 % en sachant que les engagements dépassant le plafond de 25 % sont contre garantis par notre société mère.

B. Ratio de liquidité à court terme (LCR)

(Norme ≥ 100 %)

Ratio créé dans le but de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité d'une banque en veillant à ce qu'elle dispose de suffisamment d'actifs liquides de haute qualité pour surmonter une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires.

En 2014, le Groupe Société Générale a créé un sous-groupe de Liquidité « France » qui intègre la Banque de Polynésie et sa filiale de leasing Sogelease BDP. Cette disposition qui permet une circulation de la liquidité au sein des membres du sous-groupe permet à la Banque de Polynésie de bénéficier d'une dérogation pour la remise des ratios de liquidité à titre individuels.

C. Ratio de solvabilité

(Norme ≥ 8 %)

C'est le rapport entre, d'une part les fonds propres et, d'autre part les engagements globaux pondérés.

Depuis la réforme Bâle II, la Banque de Polynésie étant une filiale française détenue en majorité par le Groupe Société Générale et intégrée à son périmètre de consolidation ; elle bénéficie d'une exemption de surveillance sur base individuelle des critères de solvabilité.

Nous continuons cependant à maintenir un niveau de fonds propres en adéquation avec notre activité.

D. Réserves obligatoires. — Les taux des réserves fixées par l'I.E.O.M. sont de :

— 4,25 % pour les exigibilités à vue, à l'exception des comptes sur livret,

— 1 % pour les comptes sur livret,

— 0,5 % pour les autres exigibilités inférieures à 2 ans,

— 0,0 % sur les crédits clientèles non exonérés de réserves

Pour information, sur la base de nos données au 31/12/2017, nos réserves obligatoires devaient atteindre en moyenne 3 318 M XPF contre 3 351 M XPF au 31 décembre 2016.

E. Cadre fiscal. — Nous sommes passibles :

a) de l'impôt sur les sociétés au taux de 35 % (modifié en 2013, 40 % précédemment) et, quand le bénéfice fiscal atteint ou dépasse 50 millions de XPF, d'une contribution supplémentaire calculée par tranches du bénéfice imposable et qui se monte à 15% au-delà de 400 M XPF (22 % précédemment considéré comme exceptionnel sur les exercices 2013, 2014, 2015).

b) d'une taxe de 4 % sur le produit bancaire net (instaurée depuis le 1er juillet 1991 à 2% puis 3 % depuis le 1er janvier 2012 et enfin 4 % au 1er janvier 2014).

La Polynésie bénéficiant d'une autonomie fiscale, les taux d'imposition sont fixés par les Autorités Territoriales.

Le report déficitaire est possible sur 5 ans.

Le transfert de dividendes est libre vers la Métropole, après déduction d'un impôt prélevé à la source (Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers : I.R.C.M., qui associé à une contribution de solidarité Territoriale se monte globalement à 15 %).

En matière de provisions pour risques, celles affectées aux risques douteux sont fiscalement déductibles tout comme la provision à caractère de réserve sur les encours à moyen et long terme. Cette dernière est plafonnée à 0,5 % des engagements desdits concours et la dotation de l'exercice ne peut excéder 5% des bénéfices.

Depuis le 01/01/98, conformément à la délibération n° 97-24 de l'Assemblée de Polynésie Française du 11/02/97, une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a été instituée, fixant trois taux qui, pour 2017, ressortent à :

Taux normal :	16 % sur les biens
Taux intermédiaire :	13 % sur les prestations de services
(ce taux a augmenté au 01/10/2013, il était précédemment de 10 %)	
Taux réduit :	5 % sur les produits alimentaires

Depuis le 01/09/98, la délibération n° 98-101 de l'Assemblée de Polynésie Française du 23/07/98 donne lieu à l'application d'une retenue à la source sur les revenus des non-résidents.

Son taux était de 20% depuis le 1er janvier 2014. Il a été ramené à 17,5% au mois de novembre 2017

En conséquence de ces délibérations, les frais d'assistance technique facturé par le Groupe Société Générale, supportent la TVA et la retenue à la source.

Il n'y a pas d'impôt sur le revenu des personnes physiques (I.R.P.P.) en Polynésie Française. Par contre, depuis juillet 1993, les salariés sont redevables d'une Contribution de Solidarité Territoriale (C.S.T.) prélevée à la source dont les taux ont été revus pour la dernière fois au 2ème semestre 2013.

Par ailleurs, un impôt sur le revenu des capitaux mobiliers est appliqué sur les intérêts servis sur les placements à échéance fixe (comptes à terme, bons de caisse, certificats de dépôts). Auquel s'ajoute une CST spécifique, l'imposition est la même qu'en 2014 et se monte à 9%.

Note n°1. – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes annuels.

Généralités. — Les comptes sont présentés conformément aux principes instaurés par le règlement N° 2014-07 de l'autorité des normes comptables.

Les documents annuels publiables, bilan et résultat, sont établis sur deux exercices.

La durée de l'exercice est d'une année, du 1er janvier au 31 décembre.

Le bilan est établi selon le modèle type, présenté avant l'affectation du résultat.

Le passif fait apparaître le sous-total correspondant aux capitaux propres.

La Banque de Polynésie est détenue majoritairement par le Groupe SOCIETE GENERALE. Ses comptes sont consolidés par intégration globale dans les comptes du Groupe.

Les postes de l'actif sont présentés en valeur nette. Ainsi les montants des amortissements ou les dépréciations n'apparaissent pas distinctement. Ils sont déduits des montants correspondants figurant à l'actif.

Les intérêts courus ou échus, à recevoir ou à payer, sont regroupés, pour leur présentation au bilan, avec les postes d'actif ou de passif pour lesquels ces intérêts ont été acquis ou dus.

Risque de Crédit :

— Définitions utilisées :

— Encours sains : Encours dont le dossier n'a pas fait l'objet d'un passage au service Contentieux ou précontentieux et qui ne présente pas d'impayés suffisamment anciens pour justifier un déclassement en Créances Douteuses.

— Encours Restructurés : Créances dont les caractéristiques initiales sont modifiées du fait de difficultés rencontrées par le débiteur, lui permettant ainsi de reprendre des remboursements réguliers. Ces créances sont déclassées en douteux dès le premier impayé.

— Encours Douteux : Encours avec au moins un impayé de plus de trois mois pour les prêts ordinaires et de plus de six mois pour les prêts immobiliers.

— Encours douteux Compromis : Encours dénoncé ou en cours de dénonciation, géré au niveau du service Contentieux

— Segmentation des encours : Les encours sont segmentés par attributs clientèles réglementaires, mais également par marchés (Particuliers/Entreprises).

Nous utilisons au niveau des entreprises le système de notation externe de l'IEOM dans le cadre de l'éligibilité ou non au système de réescompte et par rapport à la soumission ou non aux réserves obligatoires.

Un système de notation interne est également utilisé pour affiner la gestion de nos encours sur la clientèle.

Règles relatives aux créances douteuses. — Le déclassement en créances douteuses relève principalement d'un traitement automatique intégré à notre système d'information.

Sont des créances douteuses :

— les dossiers qui ont été transmis à notre service contentieux et qui sont gérés par lui ;

— les dossiers identifiés comme précontentieux ;

— les dossiers non compris dans les deux premières catégories qui sont identifiés en fonction de leurs impayés et qui conformément à la réglementation nécessitent un déclassement.

Le traitement de la contagion, notamment sur les comptes ordinaires débiteurs, relève également d'un module spécifique de notre système d'information.

Des contrôles de cohérence sont effectués régulièrement pour corriger les éventuelles anomalies pouvant survenir (inadéquation entre la note interne du client et la classification de ses encours).

Les intérêts cessent d'être comptabilisés sur les dossiers gérés par le Contentieux. Ce sont ces dossiers qui constituent nos encours douteux compromis.

Notre établissement effectue un provisionnement d'engagements sur base individuelle suite à l'analyse de chaque dossier pour la clientèle dite « Non Retail ».

Une provision sur base statistique est appliquée sur les encours douteux relevant de la clientèle « Retail »

Le calcul de l'effet d'actualisation fait, pour sa part, l'objet d'un calcul par agrégats.

Les créances douteuses comprennent les créances en francs pacifiques (XPF) et, éventuellement, en devises. Par créances douteuses, il faut entendre les créances de toutes natures, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de trois mois (pour tous les types de crédits), et plus de six mois en matière de crédit immobilier, ou encore présentant un caractère contentieux.

En application de l'article 13 du règlement 2002-03 nous avons procédé à un changement de méthode en 2005 en intégrant à nos dépréciations un effet d'actualisation des flux futurs.

Le montant de dépréciation complémentaire est calculé à partir d'un outil développé au niveau de la Banque de détail et de financement spécialisés Internationaux (IBFS) au sein du Groupe Société Générale.

Conversion des comptes en devises. — Les créances et dettes en devises sont présentées en monnaie locale (XPF). Les cours utilisés pour leur conversion sont les derniers cours cotés connus lors de l'établissement de l'arrêté comptable annuel.

Provision pour Épargne-logement. — En application du règlement 2007-01 du Comité de la réglementation comptable, La Banque de Polynésie a comptabilisé pour la première fois en 2008 une provision relative aux opérations d'épargne logement. La provision a été calculée à l'aide d'un outil fourni par le Groupe Société Générale et utilisé pour son réseau en métropole.

Au 31/12/2017, la provision se montait à 46,6 M XPF contre 48,0 M XPF au 31/12/2016. Un tableau récapitulatif sur les évolutions de la provision est présent à la fin de ce document au niveau de la rubrique autres informations.

Pour plus de détail sur le calcul de la provision, il est possible de se référer à la partie Épargne Logement de la note 2.6.3 du document de référence 2018 de la Société Générale (p.483).

Swap de taux. — La Banque de Polynésie ne disposait pas, au 31/12/2017, de contrat de swap de taux en cours de validité.

Titres de participations. — Les titres de participations regroupent l'ensemble de nos participations dans des sociétés de la place, comptabilisées à leur valeur d'achat, ainsi que les apports en comptes courants d'associés qui y sont rattachés.

Actif immobilisé. — Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon leur durée d'utilité et selon une méthode linéaire, aux taux suivants :

Terrains (d'exploitation et hors exploitation)	0 % l'an
Immeubles (d'exploitation et hors exploitation)	5 % l'an
Installations	20 % l'an
Matériel et mobilier (banque et personnel)	20 % l'an
Matériel informatique :	
Gros matériel	20 % l'an
Petit matériel	33 % l'an
Véhicules	33 % l'an

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisation incorporelles et corporelles ».

Investissements en défiscalisation. — Notre Établissement peut participer à des opérations profitant d'Incitations fiscales à l'investissement décrites dans la Troisième partie du Code des Impôts polynésien. Au niveau du compte de résultat et du bilan, leur impact transparaît comme suit :

(1) la part de crédit d'impôt destinée à être rétrocédée au promoteur immobilier par le biais d'un abandon de créance, fait l'objet d'une dépréciation exceptionnelle venant en déduction de l'apport effectué. (2) Le reliquat de crédit d'impôt est posté sur un compte de Produit Constaté d'avance en attendant le dénouement de l'opération. (3) dans le cas où un crédit d'impôt serait reporté sur l'exercice suivant, la dotation aux dépréciations ou l'abandon de créance est neutralisée par une Charge constatée d'avance qui sera reprise lors de l'utilisation effective du crédit d'impôt, légèrement décalé dans le temps. Le crédit d'impôt peut être reporté sur les trois exercices suivant celui de la réalisation de l'investissement.

Spécificité 2017 : La Banque de Polynésie n'a pas procédé à de nouveaux investissements en défiscalisation sur l'exercice 2017.

Provisions générales. — Notre établissement maintient une provision à caractère de réserve pour risques sur les encours de crédits à moyens et long terme avec une dotation annuelle inférieure ou égale à 5 % du bénéfice comptable pour maintenir un encours global ne pouvant excéder 0,5 % de l'encours des crédits sains à moyen et long terme. Cette provision progresse en 2017 et s'établit à 359 M XPF par rapport à 341,7 M XPF fin 2016.

Le niveau de FRBG ne varie pas sur l'exercice et reste à 2 150 M XPF.

Engagements envers le personnel. — Nos engagements envers le personnel concernant le versement lors du départ à la retraite à 60 ans d'une indemnité de fin de carrière, font l'objet d'un contrat auprès d'une compagnie d'assurance de la place.

L'engagement à fin 2017 est estimé par cette compagnie à 66,9 M XPF. Le montant du fonds collectif était au 31/12/2017 estimé à 60,2 M XPF. Une provision à hauteur de 7 M XPF a été constituée pour venir ajuster le montant du fonds collectif.

Hors Bilan. — Le hors-bilan présente successivement les engagements donnés puis les engagements reçus, en distinguant pour chacune de ces catégories :

- les engagements de financement,
- les engagements de garantie,
- les engagements sur titres.

Compte de résultat. — Le compte de résultat publiable est un document de synthèse, commun à l'ensemble des établissements assujettis.

La rubrique Résultat exceptionnel comprend les produits et charges encourus par la Banque de Polynésie dont la survenance revêt un caractère exceptionnel soit par leur nature soit par leur montant. Ils sont le plus souvent générés par des événements exogènes à l'activité de la Banque de Polynésie.

Changement de méthode comptable et de présentation des comptes sur l'exercice 2017. — Pas de changement de méthode appliqué sur l'exercice 2017.

Éléments significatifs intervenus sur l'exercice :

— Les taux du marché interbancaire de la zone EURO ont continué à évoluer en territoire négatif sur l'exercice. Cette situation a impacté la formation de la marge d'intérêt de la Banque de Polynésie du fait d'un volume d'engagements important à taux variable sur la clientèle des entreprises.

La marge d'intérêt est structurellement fortement marquée par le renouvellement des encours de crédits de notre établissement à des taux plus faibles que l'encours remboursé.

Elle est également marquée par un recouvrement contentieux très conséquent et par une diminution de charges d'intérêts suite à des tombées d'emprunt interbancaire et de dépôts à terme à moyen terme durant l'exercice.

— Le Coût Net du Risque est un des éléments majeurs de l'année. Il ressort à un niveau fortement positif du fait d'événements sur quelques dossiers conséquents.

Informations sur les postes du bilan, du hors bilan et du compte de résultat.

1. Postes du bilan :

a) Opérations sur les établissements de crédits – Note 2 :

— Ventilation des créances et des dettes avec les établissements financiers - Exercice 2017 :

Clientèle financière (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Créances sur les institutions financières :			
Caisses	1 944 093	1 559 960	+ 24,62%
IEOM, CCP	14 357 972	28 399 485	- 49,44%
Caisse, banque centrale, CCP	16 302 065	29 959 445	- 45,59%
Créances a vue	16 794 422	8 817 371	+ 90,47%
Créances à terme	12 058 671	11 218 451	+ 7,49%
Créances rattachées	30 487	30 265	+ 0,73%
Créances sur Ets de crédit	28 883 580	20 066 087	+ 43,94%
Passif / banque centrale, IEOM	672	1 850	
Dettes envers les institutions financières :			
Dettes a vue	652 663	2 876 933	- 77,31%
Dettes à terme	2 315 669	6 124 799	- 62,19%
Dettes rattachées	7 029	80 777	- 91,30%
Dettes sur Ets de crédit	2 975 361	9 082 509	- 67,24%

— Durée restant à courir sur la clientèle financière (exercice 2017) :

Clientèle financière (En milliers de XPF)	D < ou = 3 mois	3mois < D < ou = 1 an	1an < D < ou = 5 ans	D > 5 ans	Total
Créances sur Institutions financières	28 143 608	543 195	196 776	0	28 883 580
Mobilisable à l'IEOM	0	0	0	0	0
Non mobilisable à l'IEOM	28 143 608	543 195	196 776	0	28 883 580
Dettes sur Institutions financières (Emprunts et valeurs donnée en pension)	2 036 053	479 718	459 591	0	2 975 362

b) Opérations avec la clientèle non financière – Note 3 :

— Ventilations des opérations avec la clientèle non financière (exercice 2017) :

Clientèle non financière (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Créances commerciales	1 977 337	1 421 995	39,05 %
Autres concours à la clientèle	72 944 872	70 130 348	4,01 %
Comptes ordinaires débiteurs	11 301 155	11 090 881	1,90 %
Créances douteuses	7 841 575	16 883 221	-53,55 %
Dépréciations de créances douteuses	-6 596 257	-13 015 386	-49,32 %
Créances rattachées	216 075	165 588	30,49 %
Créances sur la clientèle	87 684 757	86 676 647	1,16 %
Comptes d'épargne, CEL	35 073 482	34 115 846	2,81 %
PEL	10 671 213	10 275 940	3,85 %
Dettes a vue	70 020 467	64 547 320	8,48 %
Dettes à terme			
Dat	2 915 317	9 074 613	-67,87 %
Dettes rattachées / clientèle	328 193	716 714	-54,21 %
Dettes envers la clientèle	119 008 672	118 730 433	0,23 %
BDC	0	0	
TCN - Certificats de dépôts	0	0	
Dettes rattachées	0	0	
Dettes représentées par un titre	0	0	

— Durée restant à courir clientèle non financière (Exercice 2017) :

Clientèle non financière (En milliers de XPF)	D < ou = 3 mois	3mois < D < ou = 1 an	1an < D < ou = 5 ans	D > 5 ans	Total
Créances amortissables sur la clientèle	5 690 323	7 818 649	30 210 593	28 674 610	72 394 174
Mobilisables à l'IEOM	86 682	243 007	854 522	209 770	1 393 981
Non-mobilisables à l'IEOM	5 603 641	7 575 642	29 356 071	28 464 840	71 000 194
Dettes sur la clientèle	5 256 050	4 964 388	2 788 809	727 282	13 736 529
Plans d'épargne logement	4 375 061	2 864 418	2 724 795	727 282	10 691 557
Dépôts à Terme	880 989	2 099 970	64 014	0	3 044 972
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
Bons de Caisse	0	0	0	0	0
TCN - Certificats de dépôt	0	0	0	0	0

— Décomposition de l'encours clientèle au 31/12/2017 :

Détails des encours sur la clientèle par type de crédit et par marché avec distinction des créances douteuses et des créances douteuses compromises.

(En milliers de XPF)	Total	Entreprises	Particuliers	Autres
Créances commerciales	1 977 337	1 977 337		
Crédits de trésorerie	26 786 402	12 308 091	11 053 024	3 425 288
Dont :				
Ventes à tempérament				
Utilisation d'ouverture de crédits permanents	127 539	0	127 539	0
Autres	26 658 864	12 308 091	10 925 486	3 425 288
Crédits à l'équipement	17 992 844	13 868 515		4 124 329
Crédits à l'habitat	27 987 750	2 934 494	24 610 744	442 512
Autres crédits	17 143	17 143		
Comptes ordinaires débiteurs	11 301 155	11 094 050	203 667	3 438
Valeurs non imputées	160 732	11 562	149 143	27
Total créances saines	86 223 364	42 211 191	36 016 578	7 995 595
Dont créances restructurées	69 830	32 863	36 967	
Total Créances douteuses	7 841 575	6 802 952	991 203	47 420
Dont Créances douteuses Compromises	6 192 425	5 378 652	766 416	47 357
Total emplois bruts	94 064 939	49 014 143	37 007 781	8 043 015
Provisions	6 596 257	5 958 380	618 846	19 031
Total créances nettes	87 468 683	43 055 764	36 388 935	8 023 983
% Provisions / total créances douteuses	84 %	88 %	62 %	40 %
% Provisions / total emplois bruts	7 %	12 %	2 %	0 %
% Total Créances douteuses / Total Emplois Bruts	8 %	14 %	3 %	1 %

— Ventilation des dettes et créances rattachées (Exercice 2017) :

Ventilation des dettes et des créances rattachées (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Créances commerciales	0	0	
Autres concours à la clientèle	169 911	117 120	45,07 %
Comptes ordinaires débiteurs	46 163	48 468	-4,76 %
Créances rattachées	216 074	165 588	30,49 %
Comptes d'Épargne, CEL	47 418	91 502	-48,18 %
PEL	261 489	254 181	
Dettes a vue	67	106	-36,79 %
Dettes à terme			
DAT	19 219	370 925	-94,82 %
Dettes envers la clientèle	328 193	716 714	-54,21 %
BDC	0	0	
TCN - Certificats de dépôts	0	0	
Dettes représentées par un titre	0	0	

c) Titres de participation en 2017- note 4 :

	Capital	Quote-part de capital détenu	Valeur comptable des titres		Avance en comptes courant	Dépréciations	Chiffre d'affaire (En K XPF)	Résultat (En K XPF)	Observations
			Brute	Après écart de réévaluation					
SAS SOGEELEASE BDP	340 000 000	100,0%	340 000 000	340 000 000			25 174	16 193	31/12/2016
EURL DUMONT D'URVILLE	1 000 000	100,0%	1 000 000	1 000 000	247 618 630	0	0	nc	
SA AIR TAHITI	2 760 000 000	2,0%	21 450 000	21 450 000			14 019 004	632 423	31/12/2016
SA E.D.T.	5 406 094 500	0,2%	23 445 216	23 445 216			20 876 284	2 362 464	31/12/2016
SOGEFOM	136 363 636	7,0%	9 527 272	9 527 272					
SOFIDEP	1 500 000 000	0,3%	5 000 000	5 000 000					
Visa INC (données en contrevaletur XPF)	nc	0,0%	4 846 092	4 332 032			nc	nc	
I2F PF	5 000 000	37,0%	72 668 629	72 668 629	7 548 000	-72 668 629	64 891	1 285	31/03/2017
Titres détenus sur défiscalisation									
Ste polynésienne de promotion touristique		3,0%	160 000	160 000	15 100 000	-15 260 000			
DREAM YACHT TAHITI	1 800 000	0,1%	1 000	1 000		-1 000			
SCP ARANUI 2010	600 000	2,5%	15 000	15 000		-15 000			
Avance en comptes courant défiscalisation					5 978 480	-5 978 480			
Certificat d'association au Fonds de garantie des dépôts (1)			68 299 001	68 299 001					
Total			546 412 210	545 898 150	276 245 110	-93 923 109			
(1) Comptabilisé en immobilisation incorporelle jusqu'en 2006				(a)+(b)+(c)	728 220 151				
				(a)	(b)	(c)			

d) Immobilisations – note 16. — (Voir les tableaux récapitulatifs en fin de document)

e) Dépréciations constituées en couverture d'un risque de contrepartie :

Variations des stocks de dépréciations (En milliers de XPF)	Stock de Dépréciations début 2017	Flux de dépréciations 2017			Stock de Dépréciations Fin 2017
		Dotations	Reprises	Applications	
Dépréciations sur créances douteuses					
Dépréciations / risques clientèle	13 015 385	1 822 196	2 962 715	5 278 610	6 596 256
Dépréciation de titres	87 945	0	0	0	87 945
Dépréciations sur CPT de Régularisation	24 455	75	220	0	24 310
Dépréciations Sur Actifs en stock	352 607	0	57 417	0	295 189

f) Provisions au Passif et FRBG – note 5 :

Variations des stocks de provisions (En milliers de XPF)	Stock de Provisions début 2017	Flux de provisions 2017			Stock de Provisions fin 2017
		Dotations	Reprises	Applications	
Provisions inscrites au passif	3 243 141	543 552	161 076	0	3 625 617
Provisions à caractère de réserves	341 665	17 298	0	0	358 963
Provisions pour risques et charges	751 476	526 254	161 076	0	1 116 654
Dont Provision sur engagement par signature	362 881	14 616	134 394	0	243 102
Dont provision pour charges et litiges	340 596	511 638	25 274	0	826 960
Dont provision pour épargne logement (*)	48 000	0	1 408	0	46 592
FRBG	2 150 000	0	0	0	2 150 000

(*) Les mouvements de la provision pour épargne logement sont comptabilisés au niveau du PNB

— Détail sur les opérations d'Épargne-logement :

(En milliers de XPF)	Total	PEL < 4 ans	PEL 4 à 10 ans	PEL > 10 ans
Encours PEL	10 671 213	4 064 496	4 873 294	1 733 424
Provision PEL	46 262	6 938	15 450	23 874
Encours CEL	332 548			
Provision CEL	330			
Encours de crédit relatif aux PEL et CEL	907			
Provision sur prêts émis	0			

g) Capitaux propres et assimilés – note 6 :

— Répartition des fonds propres en 2017 et en 2016 hors impact résultat :

Répartition des fonds propres (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Capital	1 380 000	1 380 000	0,00%
Primes d'émission	1 347 273	1 347 273	0,00%
Reserve légale	138 000	138 000	0,00%
Autres réserves	1 400 000	1 400 000	0,00%
Report à nouveau	1 602 972	1 602 738	0,01%
Total des fonds propres	5 868 245	5 868 011	0,00%

Le capital se compose de 552 000 actions ayant chacune une valeur nominale de 2 500XPF.

**Rappel de la répartition du résultat de l'exercice 2016
proposition d'affectation du résultat de l'exercice clos au
31 décembre 2017.**

Il est proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires au vu du résultat 2017 et au vu des perspectives de résultats sur les exercices suivants, la distribution d'un dividende brut de 2 740 XPF par action soit un total de 1 512 480 KXPF représentant un montant légèrement inférieur au résultat 2017.

	2016/2015 %	31/12/2016	2017/2016 %	31/12/2017
Propositions de répartition				
Résultat net de l'exercice	113,7	934 218 023	63 %	1 518 625 053
Report à nouveau des exercices précédents	0,0	1 602 737 821	0 %	1 602 971 844
Impact changement de méthode		0		0
Résultat net à soumettre à l'assemblée des actionnaires	57,5	2 536 955 844	23 %	3 121 596 897
Reserve légale (5 % des bénéfices)		0		0
Dividende	11 180	933 984 000	62 %	1 512 480 000
Reserve				
Report à nouveau	0,0	1 602 971 844	0 %	1 609 116 897
Total de la répartition	57,5	2 536 955 844	23 %	3 121 596 897

h) Autres postes du Bilan – note 7 :

— Détail des comptes de régularisation :

Comptes de régularisation (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Débiteurs divers	516 128	429 048	20,30%
Actifs divers (1)	265 911	208 493	27,54%
Créances douteuses nettes	0	0	
Débiteurs divers	782 039	637 541	22,66%
Valeurs reçues à l'encaissement	146 700	391 826	-62,56%
Valeurs à rejeter	37 979	26 960	40,87%
Charges constatées d'avance	22 676	19 288	17,57%
Produits à recevoir	47 044	52 075	-9,66%
Charges à répartir	0	0	
Autres	35 585	84 166	-57,72%
Comptes de régularisation actif	289 984	574 315	-49,51%
Dette sur titre emprunte	0	0	
Autres créiteurs divers	1 174 344	734 013	59,99%
Créiteurs divers	1 174 344	734 013	59,99%
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	978 551	532 312	83,83%
Produits constatés d'avance	13 579	11 236	20,85%
Charges à payer	889 254	843 217	5,46%
Autres	66 100	61 701	7,13%
Comptes de régularisation passif	1 947 484	1 448 466	34,45%

(1) Biens immobiliers récupérés dans le cadre d'un dossier contentieux et assimilés à du stock en attendant leur cession

2. Postes du hors bilan – Note 8

— Détail des engagements :

Engagement hors-bilan (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Engagements de financement			
En faveur d'Ets de crédit	0	0	
En faveur de la clientèle (1)	15 069 349	13 280 030	13,47%
Engagements donnés	15 069 349	13 280 030	13,47%
Reçus d'Ets de crédit (2)	0	11 933 174	-100,00%
Reçus de la clientèle			
Engagements reçus	0	11 933 174	-100,00%

Engagement Hors-bilan (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Engagements de garantie			
D'ordre d'Ets de crédit	0	0	
D'ordre de la clientèle	15 276 696	13 256 796	15,24 %
Engagements donnes	15 276 696	13 256 796	15,24 %
Reçus d'Ets de crédit (3)	17 928 141	16 196 360	10,69 %
Reçus de la clientèle	0	0	
Engagements reçus	17 928 141	16 196 360	10,69 %
Autres engagements donnés	0	0	
Engagements douteux	329 862	569 600	-42,09 %
Autres engagements donnés	329 862	569 600	-42,09 %
(1) Dont autorisation de découvert non utilisée	14 615 895	12 872 838	
(2) Dont Ligne Stand By / Société Générale	0	11 933 174	
(3) Dont Garantie Groupe SG sur les Grands Risques (*)	11 219 375	11 219 375	
(*) Les encours pondérés d'un même Groupe dépassant 10 % de nos fonds propres Constituent au vu de la réglementation un grand risque. Ces grands risques ne peuvent dépasser Le plafond de 25 % de nos fonds propres. Notre appartenance au groupe société générale Nous permet de déroger à cette règle mais l'ACPR demande que dans ce cas, Une garantie du Groupe vienne couvrir les engagements dépassant le plafond autorisé			

— Détail des opérations sur instruments financiers :

Engagements sur instruments financiers (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Opération de gré à gré			
Swap de taux d'intérêts en micro couverture	0	0	
Opération de change à terme			
Devises à recevoir	1 904 126	1 087 913	75,03 %
Devises à livrer	1 904 126	1 089 280	74,81 %
XPF à recevoir	1 904 126	518 913	266,95 %
XPF à livrer	0	569 000	
Euro à recevoir	0	570 367	
Euro à livrer	1 904 126	518 913	266,95 %

3. Postes du compte de résultat

a) Ventilation des intérêts – note 9 :

Intérêts (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Intérêts sur établissements financiers			
Produits	91 231	100 652	-9,36 %
Charges	-187 020	-270 416	-30,84 %
Intérêts nets EC	-95 789	-169 764	-43,58 %
Intérêts sur la clientèle			
Produits	3 741 236	3 552 988	5,30 %
Charges	-450 165	-482 287	-6,66 %
Intérêts nets clientèle	3 291 071	3 070 701	7,18 %

b) Ventilation des commissions – note 10 :

Produits de commissions (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Sur opérations avec la clientèle	592 759	673 865	-12,04 %
Sur opérations de change	11 161	10 241	8,98 %
Sur opérations sur titres	166 682	180 870	-7,84 %
Sur moyens de paiement	787 592	767 511	2,62 %
Sur autres prestations de services	1 244 862	1 144 512	8,77 %
Produits de commissions	2 803 056	2 776 999	0,94 %
Revenus des titres :			
Dividendes reçus de nos participations	15 651	11 024	41,97 %
Total revenus des titres	15 651	11 024	41,97 %
Operations de portefeuille :			
Gains de Change	342 093	343 107	-0,30 %
Charges sur instruments financier	0	0	
Net sur opérations de portefeuille	342 093	343 107	-0,30 %

Charges de commissions (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Sur moyens de paiement	474 451	467 287	1,53 %
Sur opérations de change	4 903	4 359	12,48 %
Sur autres prestations de services	138 197	128 135	7,85 %
Charges de commissions	617 551	599 781	2,96 %

c) Ventilation des autres produits et charges d'exploitation bancaire- note 11 :

Autres produits d'exploitation bancaire (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Charges refacturées	89 876	84 078	6,90 %
Produit divers d'exploitation bancaire	0	19	-100,00 %
Charges refacturées dans le Groupe	15 061	15 064	-0,02 %
Charges refacturées hors du Groupe	142	16	
Total Autres produits d'exploitation bancaire	105 079	99 177	5,95%

Autres charges d'exploitation bancaire (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Charges sur autres engagements reçus	-56 979	-63 341	-10,04 %
Quote-part des opérations faites en commun	-11 804	-4 734	149,35 %
Autres charges diverses	-10 059	-9 944	1,16 %
Total Autres charges d'exploitation bancaire	-78 842	-78 019	1,05 %

d) Charges générales d'exploitation – note 12 :

Charges d'exploitation (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Salaires et traitements	1 725 455	1 725 268	0,01 %
Charges de retraite	95 636	90 692	5,45 %
Autres charges sociales	511 929	509 449	0,49 %
Charges de personnel	2 333 020	2 325 409	0,33 %
Autres frais administratifs	1 473 847	1 308 570	12,63 %
Charges générales d'exploitation	3 806 867	3 633 979	4,76 %

e) Coût net des risques – note 13 :

— Stock de dépréciations et de provisions (exercice 2017) :

Variations des stocks (En milliers de XPF)	Stock de dépréciations début 2017	Flux de dépréciation 2017			Stock de dépréciations fin 2017	Write offs de l'exercice	Récupérations / créances amorties	Impact sur le Résultat
		Dotations	Reprises	Applications				
Actif :								
Dépréciations / risques clientèle	13 015 385	1 822 196	2 962 715	5 278 610	6 596 256	5 352 499	28 141	-1 094 771
Dépréciations sur Immobilisation Financière	87 945	0	0	0	87 945	0	0	0
Dépréciations sur CPT de Régularisation	24 455	75	220	0	24 310	0	0	-145
Dépréciations sur Actifs en stock	352 607	0	57 417	0	295 189	0	0	-57 417
Passif :								
Autres provisions pour risques et charges	703 476	526 254	159 668	0	1 070 062			366 586
Coût Net du Risque :(Dotation +)/Reprise (-))								-785 748
Passif :								
Provision a caractère de réserve	341 665	17 298	0	0	358 963			17 298
FRBG	2 150 000	0	0	0	2 150 000			0
Dotation (+)/Reprise (-) de FRBG et provision réglementée								17 298
Stock Total	16 675 533	2 365 822	3 180 020	5 278 610	10 582 726	5 352 499	28 141	

f) Gains ou Pertes sur actifs immobilisés Cf. : tableau des cessions d'immobilisation :

g) Détail sur le résultat exceptionnel et sur la défiscalisation – note 14 :

(En milliers de XPF)	2017	2016
Autre résultat Exceptionnel	-19 016	6 043
Constatation en résultat de l'étalement des frais de dossiers antérieurs à 2010	5 675	7 593
Réception d'un Prix Efficacité Environnementale SG 2015	0	29 117
Indemnité de départ ou autre charge RH	-28 366	-11 569
Dotation exceptionnelle pour dépréciation d'actif (defisc)	0	0
Abandon de créance / investissement en défiscalisation	0	0
Autres charges exceptionnelles sur défiscalisation (CPA)	0	0
Reprise de dépréciations pour abandon de créance	0	0
Autres produits exceptionnels sur défiscalisation (CPA)	0	0
Résultat exceptionnel	-41 707	31 184
Dont défiscalisation	0	0
Impact de la défiscalisation sur la ligne impôt		
Crédit d'impôt	0	0
Décalage et Recalage du crédit d'impôt	0	0
Impact total défiscalisation	0	0

h) Impôt sur les bénéfices – note 15 :

Impôts sur les bénéfices (En milliers de XPF)	2017	2016	Variation
Résultat avant impôt (a)	2 502 268	1 508 978	65,83 %
Taxe sur le PNB (b) reclassée en frais généraux	0	0	
Impôt sur les Sociétés (1) + contribution sup	-983 643	-574 760	
Impôt minimum forfaitaire	0	0	
Crédit d'impôt	0	0	
Décalage du crédit d'impôt	0	0	
Impôts sur les bénéfices	-983 643	-574 760	71,14 %
Résultat net	1 518 625	934 218	63 %
Détail du calcul de l'IS :			
Résultat comptable avant IS (a+b)	2 502 268	1 508 978	
Charges non déductibles (2)	817 758	222 821	
Produits non imposables (2)	-1 314 740	-544 279	
Déficit antérieurs et ARD	0	0	
Résultat fiscal	2 005 286	1 187 521	
Impôt sur les sociétés (1)	-701 850	-415 632	
Contribution supplémentaire	-281 793	-159 128	
Impôt minimum forfaitaire	0	0	
Total IS	-983 643	-574 760	
(1) Taux d'imposition normal pour les banques : 35 % en 2017 et en 2016			
(2) En majorité relative à des dépréciations sur créances douteuses clientèles			

III. – Autres informations.

— Investissements défiscalisants : Comme précisé en début de document, il n'y a pas eu d'investissements défiscalisant à la Banque de Polynésie sur l'exercice 2017 et il n'y avait pas de stock sur opérations antérieures sur l'exercice.

Immobilisations, amortissements, cessions
(Exercice 2017.)

(En milliers de XPF)	Immobilisations				Amortissements				Immob nettes exercice fin 2017
	Valeurs d'acquisition début 2017	Acquisition de l'année	Cessions de l'année	Immob brutes exercice fin 2017	Amortis de l'année	Amortis précédents	Diminution des amortis	Total des Amortis exercice fin 2017	
Terrains	544 643	0	0	544 643					544 643
D'exploitation	523 372	0	0	523 372					523 372
Hors-exploitation	21 271	0	0	21 271					21 271
Immeubles	941 607	0	0	941 607	1 564	915 269	0	916 833	24 773
D'exploitation	835 486	0	0	835 486	1 564	809 148	0	810 713	24 773
Hors-exploitation	106 120	0	0	106 120	0	106 120	0	106 120	0
Installations	2 047 343	46 016	9 801	2 083 558	95 051	1 750 840	9 565	1 836 326	247 232
Banque	1 875 663	32 869	8 710	1 899 822	87 315	1 594 974	8 474	1 673 815	226 008
Informatique	31 090	0	0	31 090	0	31 090	0	31 090	0
Personnel	140 589	13 147	1 091	152 646	7 736	124 776	1 091	131 421	21 224
Matériel et mobilier	1 341 624	40 522	96 447	1 285 699	48 768	1 227 952	96 431	1 180 288	105 411
De bureau	432 588	7 736	6 313	434 012	15 411	391 739	6 301	400 849	33 162
Informatique	881 713	32 457	89 996	824 174	32 792	809 839	89 991	752 640	71 534
Personnel	27 323	329	139	27 513	564	26 374	139	26 799	714
Véhicules	34 350	5 857	5 100	35 107	2 798	29 032	5 100	26 730	8 377
Droit au bail	62 034	0	0	62 034					62 034
Autre élément du FDC	0	0		0					0
Frais d'étude	0	0		0	0	0	0	0	0
Logiciels	416 094	17 526	0	433 620	34 394	350 596	0	384 990	48 629
Certificat d'association au système de garantie des dépôts	0			0		0		0	0
Fonds commercial WBC	254 545			254 545					254 545
Immobilisation en cours	43 710	156 908	47 888	152 729					152 729
Total	5 685 950	266 829	159 236	5 793 543	182 575	4 273 689	111 097	4 345 168	1 448 375

Cessions	Valeur d'origine	Amortis. antérieurs	Amortis. de l'exercice	Amortis. globaux	Investis. nets	Prix de cession	Plus values	Moins values
Terrains	0	0	0	0	0		0	0
Immeubles	0	0	0	0	0	0	0	0
Installations	9 801	9 447	118	9 565	235		0	-235
Matériel et mobilier	6 452	6 440		6 440	12		0	-12
Matériel informatique	89 996	89 989	2	89 991	4	0	0	-4
Matériel de transport	5 100	5 100		5 100	0	450	450	0
Droit au bail	0	0		0	0	0	0	
Logiciel	0	0		0	0	0	0	
Frais de stage amortis	0	0	0	0	0		0	0
Total	111 348	110 977	120	111 097	251	450	450	-251

Évolution des effectifs de la Banque de Polynésie.

Effectif par classification	2017	2017/2016 %	2016
Cadres détachés	7	100 %	7
Cadres locaux	65	107 %	61
Grades	200	102 %	196
G IV	48	123 %	39
G III	42	98 %	43
G II	62	97 %	64
G I	48	96 %	50
Employés	3	43 %	7
E V	3	50 %	6
E IV	0	0 %	1
E III	0		0
E II	0		0
E I	0		0
Contrat a durée déterminée (*)	20	63 %	32
Total	295	97 %	303
(*) Dont fin 2017, 10 contrats aidés et fin 2016 18 contrats aidés (formation en alternance)			

Effectif par âge	31/12/2017		31/12/2016	
	Nombre d'agents	% s/effectif total	Nombre d'agents	% s/effectif total
20 ans et moins	1	0,3 %	3	1,0 %
21 à 25 ans	19	6,4 %	21	6,9 %
26 à 30 ans	43	14,6 %	53	17,5 %
31 à 35 ans	59	20,0 %	50	16,5 %
36 à 40 ans	28	9,5 %	31	10,2 %
41 à 45 ans	32	10,8 %	36	11,9 %
46 à 50 ans	42	14,2 %	44	14,5 %
51 à 55 ans	42	14,2 %	40	13,2 %
56 à 59 ans	23	7,8 %	22	7,3 %
60 ans et plus	6	2,0 %	3	1,0 %
Total	295		303	

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

A l'Assemblée Générale de la Banque de Polynésie,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Banque de Polynésie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, tels qu'applicables en Polynésie française, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion :

— Référentiel d'audit : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— Indépendance : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — En application des dispositions normatives d'exercice professionnelles relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— Risque de crédit - dépréciation individuelle et collective :

Risque identifié	Notre réponse
<p>L'établissement Banque de Polynésie est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.</p> <p>Votre Banque constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Ces dépréciations peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles des crédits et engagements hors bilan concernés ou de dépréciations collectives pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement. Les dépréciations individuelles sont déterminées par le management en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés. Les provisions collectives sont déterminées à partir de modèles statistiques reposant sur divers paramètres (tant bâlois que propres à votre Banque).</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction. Nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent une zone d'attention particulière cette année.</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer à la Note n°1 de l'annexe aux comptes annuels.</p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions (et notamment à l'identification de l'assiette des créances porteuses de risque avéré), au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle et collective.</p> <p>Pour les dépréciations individuelles, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p> <p>Concernant les dépréciations collectives, nos travaux ont consisté en la vérification de la correcte application du dispositif de contrôle prévu par votre Banque pour le calcul de cette provision. Nous avons revu les hypothèses retenues et les paramètres utilisés, d'une part, et d'autre part, vérifié que ces estimations comptables s'appuient sur des méthodes documentées et conformes aux principes décrits dans la Note n° de l'annexe aux comptes annuels.</p>

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

— Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

— Rapport sur le gouvernement d'entreprise et rapport au comité d'audit.

Les dispositions du Code de commerce relatives à ces rapports ne sont pas applicables en Polynésie française.

Autres informations. — En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires :

— Désignation des commissaires aux comptes : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Banque de Polynésie par l'Assemblée Générale du 29 mai 2015 pour le cabinet S.C.P. Gosse-Parion-Changues-Ménard-Albert et du 29 mai 2015 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2017, le cabinet S.C.P. Gosse-Parion-Changues-Ménard-Albert était dans la 13^{ème} année de sa mission sans interruption dans sa structure actuelle et le cabinet Deloitte & Associés dans la 3^{ème} année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, appliqués en Polynésie française ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels :

— Objectif et démarche d'audit : Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un

niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'ils estiment suffisants et appropriés pour fonder leur opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Papeete et Neuilly-sur-Seine, le 11 mai 2018.

Les Commissaires au Comptes :

SCP Gosse-Parion-Changues :

Élisabeth Albert,

Associé,

Deloitte & Associés :

Jean-Marc Mickeler.

Associé.

V. — Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées.

Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

A l'Assemblée Générale de la Banque de Polynésie,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article 92 du décret du 23 mars 1967 relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations **qui** nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

En application de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1. Avec l'E.U.R.L. Dumont D'Urville, détenue 100 % par votre banque :

Votre conseil d'administration du 9 mai 1997 a autorisé la mise en place, dans le cadre du règlement du dossier FARE ATA, d'une avance en compte courant de XPF 247.618.630 non rémunérée au profit de l'E.U.R.L. Dumont D'Urville.

Le solde de cette avance au 31 décembre 2017 reste inchangé et s'élève à XPF 247.618.630.

2. 2. Avec Société Générale, actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %.

a) Convention d'assistance technique et commerciale : Cette convention a donné lieu en 2017 à un provisionnement de charge de 133.290 KXPF au titre des prestations 2017. Ce montant intègre une charge d'exploitation à hauteur de 118.364 KXPF et une TVA non récupérable de 14.926 KXPF.

Sur ces bases, le montant réellement versé à la Société Générale se montera à 97.651 KXPF soit 82,5 % de la charge d'exploitation ; le solde sera versé au Territoire de la Polynésie française au titre de la retenue à la source sur les revenus des non-résidents de 17,5 %.

b) Convention de « Garantie à Première Demande » avec Société Générale pour garantir les risques pris par votre banque sur les clients ou groupes de clients dont les encours de crédits sont supérieurs à 25 % des fonds propres :

A la demande de la Commission bancaire et pour garantir les risques pris par votre banque sur les clients ou groupes de clients dont les encours de crédits sont supérieurs à 25 % des fonds propres, il a été sollicité une garantie à première demande auprès de Société Générale.

Au 31 décembre 2017, le montant enregistré en comptabilité au titre de cette garantie dans la rubrique des engagements hors bilan est de 11.219.375 KXPF.

Le taux de commission appliqué à l'encours calculé chaque fin de mois est de 0,25 % par an, soit pour l'exercice 2017 un coût de 28.2 MXPF.

Cette convention a fait l'objet d'un avenant signé en date du 4 mai 2012, afin de préciser les conditions de mise en jeu de la « Garantie à Première Demande » avec Société Générale.

Lettre d'engagement en faveur de la Société générale dans le cadre de la création d'un sous-groupe de liquidité « France » pour bénéficier d'aménagements octroyés par le régulateur au regard de la réglementation sur la liquidité.

Votre conseil d'administration du 13 mai 2014 a autorisé la signature d'une lettre d'engagement au profit de Société Générale dans le cadre de la mise en place d'un sous-groupe de liquidité entre Société Générale et certaines de ses filiales, en vertu de l'article 8 du Règlement (UE) n°575/ 2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012.

Les membres du sous-groupe de liquidité bénéficient d'une dérogation au principe de surveillance de leurs exigences de liquidité sur base individuelle, la supervision des exigences de liquidité étant désormais réalisée sur base sous-consolidée. A ce titre, la Banque de Polynésie s'engage, dans la limite de ses propres capacités financières et réglementaires, à apporter à Société Générale les garanties ou concours financiers nécessaires au respect de ses obligations lorsqu'elles sont exigibles.

Cet engagement ne donne pas lieu à une facturation de commission.

Papeete et Neuilly-sur-Seine, le 11 mai 2018.

Les Commissaires au Comptes :

SCP Gosse-Parion-Changues :
Élisabeth Albert,

Deloitte & Associés :
Jean-Marc Mickeler.